

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nadine Bassila, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Kirkland pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature *N. Bassila* Date 20 avril 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Kirkland**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Ville de Kirkland** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Kirkland** au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Kirkland** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 20 avril 2023

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	59 862 700	59 736 224	57 471 136
Compensations tenant lieu de taxes	2	294 580	288 889	293 632
Quotes-parts	3			
Transferts	4	944 160	3 830 055	1 209 781
Services rendus	5	898 450	884 454	1 038 823
Imposition de droits	6	3 045 110	6 366 725	4 458 354
Amendes et pénalités	7	250 000	243 683	257 240
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	300 000	1 392 292	320 762
Autres revenus	10	20 000	68 771 701	1 397 610
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	65 615 000	141 514 023	66 447 338
Charges				
Administration générale	14	12 708 455	12 584 249	11 717 791
Sécurité publique	15	15 102 333	14 955 182	13 341 230
Transport	16	20 100 807	20 581 269	18 451 254
Hygiène du milieu	17	9 949 630	7 160 741	6 815 944
Santé et bien-être	18	443 098	410 911	403 123
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 035 235	28 255 631	2 524 426
Loisirs et culture	20	11 540 618	11 293 077	10 062 972
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	902 510	760 325	774 080
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	72 782 686	96 001 385	64 090 820
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(7 167 686)	45 512 638	2 356 518
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		105 974 789	103 618 271
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		105 974 789	103 618 271
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		151 487 427	105 974 789

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 461 245	19 273 617
Débiteurs (note 5)	2	10 169 405	7 384 203
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	70 254 781	200 982
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	93 885 431	26 858 802
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 199 216	7 431 640
Revenus reportés (note 12)	12	497 183	415 555
Dettes à long terme (note 13)	13	31 710 285	34 361 501
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 551 000	2 473 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	43 957 684	44 681 696
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	49 927 747	(17 822 894)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	101 190 088	97 903 361
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		25 586 690
Stocks de fournitures	20	369 592	307 632
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	101 559 680	123 797 683
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	151 487 427	105 974 789

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(7 167 686)	45 512 638	2 356 518
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	11 666 099)	6 283 079)
Produit de cession	3		16 016	14 427
Amortissement	4		8 379 372	8 211 686
(Gain) perte sur cession	5		(16 016)	(6 582)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 286 727)	1 936 452
Variation des propriétés destinées à la revente	9		25 586 690	
Variation des stocks de fournitures	10		(61 960)	(17 738)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13		25 524 730	(17 738)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(7 167 686)	67 750 641	4 275 232
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(17 822 894)	(22 098 126)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(17 822 894)	(22 098 126)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		49 927 747	(17 822 894)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 512 638	2 356 518
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 379 372	8 211 686
Autres			
▪ Gain cession immobilisations	3	(16 016)	(6 582)
▪	4		
	5	53 875 994	10 561 622
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 785 202)	546 547
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 767 576	(47 793)
Revenus reportés	9	81 628	(33 772)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	78 000	226 000
Propriétés destinées à la revente	11	25 586 690	
Stocks de fournitures	12	(61 960)	(17 738)
Autres actifs non financiers	13		
	14	78 542 726	11 234 866
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(11 666 099)	(6 283 079)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	16 016	14 427
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(11 650 083)	(6 268 652)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(64 046)	(64 046)
Remboursement ou cession	21	10 247	10 247
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(70 000 000)	()
Cession	23		
	24	(70 053 799)	(53 799)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	5 067 000	8 796 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(7 719 900)	(9 180 600)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	1 684	(10 582)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(2 651 216)	(395 182)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(5 812 372)	4 517 233
Solde déjà établi	33	19 273 617	14 756 384
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	19 273 617	14 756 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	13 461 245	19 273 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 972-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution de la Ville de Kirkland

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de cette ville comprend notamment celui de l'ancienne Ville de Kirkland; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancienne Ville de Kirkland sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004, le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution de la Ville de Kirkland, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

- La Ville de Kirkland est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C.-19).
- Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 2 février 2005.
- La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue dans l'édifice destiné à devenir l'hôtel de ville, situé au 17 200, boulevard Hymus.
- La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.
- Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la ville, l'ancienne Ville de Kirkland.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la ville, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placement de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants encaissés et relatifs à une période subséquente sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation.

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, aucun déficit initial. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la Ville en vertu des mesures d'allègement, ce montant à pourvoir dans le futur ne sera pas amorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 13 461 245	19 273 617
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 13 461 245	19 273 617
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9 13 461 245	19 273 617
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11 5 067 000	6 296 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	1 155 665	1 515 501
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	5 070 869	4 423 723
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	579 058	438 944
Organismes municipaux	16		
Autres			
▪ Divers	17	3 363 813	1 006 035
▪	18		
	19	10 169 405	7 384 203
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	1 392 130	1 471 661
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	1 392 130	1 471 661
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	3 635 717	3 045 096
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	698 961	789 506
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		
Ministère de la Culture et des Communications	29	285 820	198 819
Autres ministères/organismes	30	450 371	390 302
	31	5 070 869	4 423 723

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	254 781	200 982
Autres placements	39	70 000 000	
	40	70 254 781	200 982
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	70 000 000	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(359 000)	(474 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(2 192 000)	(1 999 000)
	45	(2 551 000)	(2 473 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	837 000	943 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	230 000	213 000
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	35 480	27 986
	51	1 102 480	1 183 986

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 832 285	1 041 725
Salaires et avantages sociaux	56	1 425 666	1 465 690
Dépôts et retenues de garantie	57	1 480 444	1 244 976
Provision pour contestations d'évaluation	58	3 297 083	3 507 047
Autres			
▪ Provision poursuite assurance	59	25 434	33 463
▪ Intérêts courus sur la dette	60	138 304	138 739
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	9 199 216	7 431 640

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	78 772	63 749
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	66 605	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Transferts	80	351 806	351 806
▪	81		
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	497 183	415 555

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	4,85	2026	2041	88	31 789 800	34 442 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	31 789 800	34 442 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(79 515)	(81 199)
					98	31 710 285	34 361 501

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		2 684 400			2 684 400
2024	100		2 751 800			2 751 800
2025	101		2 818 200			2 818 200
2026	102		5 093 000			5 093 000
2027	103		2 070 800			2 070 800
2028 et plus	104		16 371 600			16 371 600
	105		31 789 800			31 789 800
Intérêts et frais accessoires	106		()	()
	107		31 789 800			31 789 800

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115				
Eaux usées	116				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	121 431 477	3 328 922		124 760 399
Autres					
▪ Infrastructures voirie	118	65 243 263	5 150 628		70 393 891
▪ Parcs	119	16 587 706	1 441 026		18 028 732
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	22 631 749	909 333		23 541 082
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 573 513	408 771	155 381	4 826 903
Ameublement et équipement de bureau	124	1 601 350	427 419		2 028 769
Machinerie, outillage et équipement divers	125	317 841			317 841
Terrains	126	570 931			570 931
Autres	127				
	128	232 957 830	11 666 099	155 381	244 468 548
Immobilisations en cours	129				
	130	232 957 830	11 666 099	155 381	244 468 548
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131				
Eaux usées	132				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	65 325 859	5 235 204		70 561 063
Autres					
▪ Infrastructures voirie	134	42 740 936	1 488 959		44 229 895
▪ Parcs	135	10 214 850	789 197		11 004 047
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	12 170 597	537 085		12 707 682
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	2 903 781	235 629	155 381	2 984 029
Ameublement et équipement de bureau	140	1 525 901	70 666		1 596 567
Machinerie, outillage et équipement divers	141	172 545	22 632		195 177
Autres	142				
	143	135 054 469	8 379 372	155 381	143 278 460
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	97 903 361			101 190 088
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

	2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	
Immeubles industriels municipaux	149	
Autres	150	25 586 690
	151	25 586 690
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	25 586 690

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2022	2021
Frais payés d'avance		
▪	165	
▪	166	
▪	167	
Autres		
▪	168	
▪	169	
	170	

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville s'est engagée en vertu d'un contrat pour des travaux de déneigement d'une durée de trois ans, échéant en septembre 2024, avec deux options de renouvellement. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

2023 933 975 \$
 2024 700 481 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la ville et les gouvernements du Québec et du Canada ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme de 9 354 206 \$ pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 6 669 250 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, une somme de 2 598 883 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 6 755 323 \$ demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 934 055 \$.

L'échéancier d'encaissement de ces subventions s'établit comme suit :

2023	138 179 \$
2024	126 523 \$
2025	114 624 \$
2026	102 370 \$
2027 et +	452 359 \$

21. Passifs éventuels

.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Les réclamations en suspens contre la Ville de Kirkland totalisent 540 840 \$. Ces dossiers juridiques ont tous été transférés aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et causes. Si un montant supérieur à la franchise devait être assumé par la ville, la charge qui en résulterait, serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal:

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La ville n'a pas subi de perte de revenus en 2022 comparativement à 2021 et les charges de fonctionnement ont été maintenues au même niveau pour les deux exercices.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'il pourrait faire l'objet d'une évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	59 862 700	59 736 224		59 736 224	57 471 136	
Compensations tenant lieu de taxes	2	294 580	288 889		288 889	293 632	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	944 160	1 231 172		1 231 172	1 209 781	
Services rendus	5	898 450	884 454		884 454	1 038 823	
Imposition de droits	6	3 045 110	6 366 725		6 366 725	4 458 354	
Amendes et pénalités	7	250 000	243 683		243 683	257 240	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	300 000	1 392 292		1 392 292	320 762	
Autres revenus	10	20 000	68 771 701		68 771 701	1 397 610	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	65 615 000	138 915 140		138 915 140	66 447 338	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		2 598 883		2 598 883		
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		2 598 883		2 598 883		
	22	65 615 000	141 514 023		141 514 023	66 447 338	
Charges							
Administration générale	23	12 501 888	12 380 654	203 595	12 584 249	11 717 791	
Sécurité publique	24	15 102 333	14 935 530	19 652	14 955 182	13 341 230	
Transport	25	14 604 000	14 976 791	5 604 478	20 581 269	18 451 254	
Hygiène du milieu	26	8 634 910	5 802 447	1 358 294	7 160 741	6 815 944	
Santé et bien-être	27	443 098	410 911		410 911	403 123	
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 035 235	28 255 631		28 255 631	2 524 426	
Loisirs et culture	29	10 347 026	10 099 724	1 193 353	11 293 077	10 062 972	
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	902 510	760 325		760 325	774 080	
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	8 211 686	8 379 372	(8 379 372)			
	34	72 782 686	96 001 385		96 001 385	64 090 820	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(7 167 686)	45 512 638		45 512 638	2 356 518	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(7 167 686)	45 512 638	2 356 518
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	2 598 883))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(7 167 686)	42 913 755	2 356 518
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	8 211 686	8 379 372	8 211 686
Produit de cession	5		16 016	14 427
(Gain) perte sur cession	6		(16 016)	(6 582)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	8 211 686	8 379 372	8 219 531
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		25 586 690	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		25 586 690	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		10 247	10 247
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		10 247	10 247
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 544 000)	2 573 369)	2 675 342)
	18	(2 544 000)	(2 573 369)	(2 675 342)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	9 131 262)	3 847 125)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 500 000	1 500 000	
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(15 000)	32 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 500 000	(7 646 262)	(3 815 125)
	26	7 167 686	23 756 678	1 739 311
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		66 670 433	4 095 829

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 598 883	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(427 419)	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(4 394 190)	(4 545 153)
Hygiène du milieu	5	(4 494 131)	(1 737 926)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(2 350 359)	()
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(11 666 099)	(6 283 079)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(64 046)	(64 046)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		2 500 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	9 131 262	3 847 125
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	9 131 262	3 847 125
	20	(2 598 883)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	10 484 580	10 391 097	9 633 077
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	3 013 510	2 828 697	2 766 267
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	44 390	48 700	44 262
Autres biens et services	8	15 196 040	13 079 552	11 362 283
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	827 602	650 450	644 679
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	74 908	58 875	58 401
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		51 000	71 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	34 929 470	34 926 812	31 296 148
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	500	140	3 017
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	8 211 686	8 379 372	8 211 686
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Propriétés destinées revente	21		25 586 690	
	22			
	23			
	24	72 782 686	96 001 385	64 090 820

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 394 057	9 825 795
Excédent de fonctionnement affecté	2	75 280 000	6 750 000
Réserves financières et fonds réservés	3	72 171	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 306 000)(	1 321 000)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	71 047 199	90 719 994
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	151 487 427	105 974 789

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	6 394 057	9 825 795
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	6 394 057	9 825 795

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ REM - Travaux de drainage	12	4 750 000	4 750 000
▪ Quote-part agglomération	13	500 000	2 000 000
▪ Rachat de terrain	14	9 030 000	
▪ Infras-municipales	15	61 000 000	
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	75 280 000	6 750 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	75 280 000	6 750 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	72 171
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	72 171
	49	72 171

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 (	1 152 000)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 (	154 000)(
	56 (	1 306 000)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ()(
Autres		
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 (	1 306 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres		
▪	67 ()(
▪	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres		
▪	74 ()(
▪	75 ()(
	76 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	
	83 (	1 306 000)(
		1 321 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84	
Investissements à financer	85 ()	()
	86	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	101 190 088
Propriétés destinées à la revente	88	25 586 690
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	254 781
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	200 982
	92	101 444 869
Ajustements aux éléments d'actif	93	123 691 033
	94	101 444 869
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (	31 710 285)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (	79 515)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	1 392 130
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	1 471 661
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (	30 397 670)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 () (
	102 (	30 397 670)(
	103	90 719 994

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite contenant une composante à prestations déterminées et une composante à cotisation déterminée. Le régime de retraite est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Aucune cotisation n'est requise à la composante à cotisation déterminée depuis 1997. La rente de retraite de la composante à prestations déterminées correspond à la différence entre 2 % du salaire final moyen 3 ans et 0,7 % du salaire final moyen jusqu'à concurrence du MGA final moyen 3 ans. Les cotisations du régime sont partagées à 50 % entre la Ville et les employés. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

La Ville de Kirkland parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des employés de la Ville de Kirkland. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux employés de la Ville de Kirkland qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (474 000)	(432 000)
Charge de l'exercice	4 (837 000)(	943 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 952 000	901 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (359 000)	(474 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 34 171 000	33 286 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (34 309 000)(	33 350 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (138 000)	(64 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (221 000)	(410 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (359 000)	(474 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (359 000)	(474 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 34 171 000	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (34 309 000)(	64 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (138 000)(	64 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 663 000	1 556 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	64 000
	20 1 663 000	1 620 000
Cotisations salariales des employés	21 (829 000)(	778 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 834 000	842 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 4 000	75 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 838 000	917 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 480 000	1 370 000
Rendement espéré des actifs	33 (1 481 000)(	1 344 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (1 000)	26 000
Charge de l'exercice	35 837 000	943 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 379 000	2 688 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 481 000)(	1 344 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 102 000)	1 344 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 909 000	(766 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 275 000	1 623 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 31 099 000	34 238 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 52 000	64 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 424 000	2 064 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 11	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,42 %	4,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,40 %	4,39 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,33 %	3,33 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 %	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie, le remboursement des primes du régime d'assurance maladie souscrit sur base individuelle auprès d'un assureur ainsi que le remboursement de la franchise et de la prime du régime public d'assurance médicaments. Le pourcentage payé par la Ville varie par protection. Le Régime est offert aux cadres. Les personnes à charge des retraités sont également admissibles aux protections. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 999 000)	(1 815 000)
Charge de l'exercice	56 (230 000)(	213 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 37 000	29 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 192 000)	(1 999 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 415 000)(	1 913 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 415 000)	(1 913 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (777 000)	(86 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 192 000)	(1 999 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 192 000)	(1 999 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 415 000)(	1 913 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 415 000)(	1 913 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 185 000	153 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 185 000	153 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 185 000	153 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (7 000)	15 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 178 000	168 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 52 000	45 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 52 000	45 000
Charge de l'exercice	87 230 000	213 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 698 000	338 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 37 000	29 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 4,60 %	2,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,10 %	4,20 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,10 %	3,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2032	2032
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	7 057	4 739
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	23 808	15 970
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	11 672	12 016
	123	35 480	27 986

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	58 342 700	58 352 560	55 984 107
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	58 342 700	58 352 560	55 984 107
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 520 000	1 383 664	1 487 029
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	1 520 000	1 383 664	1 487 029
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 520 000	1 383 664	1 487 029
	29	59 862 700	59 736 224	57 471 136

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	114 240	112 033	112 283
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	180 340	176 856	181 349
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	294 580	288 889	293 632
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	294 580	288 889	293 632

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	93 004	117 922	89 603
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	23 460	20 434	21 750
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	230 000	297 849	274 091
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	15 816	19 311	131 616
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	57 400	155 535	147 260
Autres	85	40 000	72 318	116 087
Réseau d'électricité				
	86			
	87	459 680	683 369	780 407

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93	1 870 805	
Enlèvement de la neige	94		
Autres	95		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		
Réseau de distribution de l'eau potable	104	717 779	
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106	10 299	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122		
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		
Autres	124		
Réseau d'électricité	125		
	126	2 598 883	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	230 000	293 326	269 334
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	254 480	254 477	160 040
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	484 480	547 803	429 374
TOTAL DES TRANSFERTS	139	944 160	3 830 055	1 209 781

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	65 510	69 611	356 785
	185	65 510	69 611	356 785
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	20 000	26 373	13 738
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	20 000	26 373	13 738
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201			
Réseaux d'égout	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	35 000	52 005	26 468
Matières recyclables	205	2 500	1 300	2 778
Autres	206	1 000	544	762
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	38 500	53 849	30 008

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	1 000	1 989	9 086
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219	1 000	1 989	9 086
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	623 090	515 731	292 025
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	56 860	45 781	16 719
Autres	222	93 490	171 120	320 462
	223	773 440	732 632	629 206
Réseau d'électricité				
	224			
	225	898 450	884 454	1 038 823
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	898 450	884 454	1 038 823

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	245 110	473 565	145 597
Droits de mutation immobilière	228	2 800 000	5 893 160	4 312 757
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	3 045 110	6 366 725	4 458 354
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	250 000	243 683	257 240
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	300 000	1 392 292	320 762
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		16 016	6 582
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		67 206 251	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	20 000	1 549 434	1 391 028
	245	20 000	68 771 701	1 397 610
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	655 190	660 087		660 087	586 982
	Greffes et application de la loi	2	1 094 200	1 160 802		1 160 802	1 069 586
	Gestion financière et administrative	3	2 892 745	2 787 960		2 787 960	2 811 181
	Évaluation	4					
	Gestion du personnel	5	686 930	783 732		783 732	755 233
	Autres						
	▪ Autres	6	7 172 823	6 988 073	203 595	7 191 668	6 494 809
	▪	7					
		8	12 501 888	12 380 654	203 595	12 584 249	11 717 791
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	9 463 944	9 260 740		9 260 740	8 270 652
	Sécurité incendie	10	5 103 770	5 103 546		5 103 546	4 557 914
	Sécurité civile	11	202 799	202 790		202 790	181 109
	Autres	12	331 820	368 454	19 652	388 106	331 555
		13	15 102 333	14 935 530	19 652	14 955 182	13 341 230
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	4 101 963	4 269 440	5 235 204	9 504 644	8 909 092
	Enlèvement de la neige	15	1 264 286	1 503 230		1 503 230	1 047 900
	Éclairage des rues	16	329 410	461 376	130 665	592 041	510 759
	Circulation et stationnement	17	341 991	235 938		235 938	200 551
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	8 551 350	8 449 580		8 449 580	7 546 216
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21	15 000	57 227	238 609	295 836	236 736
		22	14 604 000	14 976 791	5 604 478	20 581 269	18 451 254

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 000 000	942 148		942 148	1 018 868
Réseau de distribution de l'eau potable	24	815 117	796 219	459 078	1 255 297	1 275 857
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	3 508 580	351 902	608 516	960 418	917 042
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 835 233	2 224 687		2 224 687	905 992
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	435 250	449 583		449 583	352 627
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	112 090	99 265		99 265	145 953
Autres	34	33 800	33 798		33 798	1 026 285
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					30 185
Autres	39	894 840	904 845	290 700	1 195 545	1 143 135
	40	8 634 910	5 802 447	1 358 294	7 160 741	6 815 944
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	341 699	343 314		343 314	342 753
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	101 399	67 597		67 597	60 370
	44	443 098	410 911		410 911	403 123

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	505 730	667 988		667 988	706 246
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	771 300	805 131		805 131	150 924
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	758 205	1 175 093		1 175 093	1 052 919
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		25 607 419		25 607 419	614 337
	52	2 035 235	28 255 631		28 255 631	2 524 426
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	934 818	1 066 484	231 290	1 297 774	1 175 909
Patinoires intérieures et extérieures	54	965 996	1 031 515		1 031 515	818 240
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	5 011 422	3 907 709	789 197	4 696 906	4 325 351
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	396 500	920 699	19 387	940 086	665 841
	60	7 308 736	6 926 407	1 039 874	7 966 281	6 985 341
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 000 290	3 151 379	153 479	3 304 858	3 061 836
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	38 000	21 938		21 938	15 795
	66	3 038 290	3 173 317	153 479	3 326 796	3 077 631
	67	10 347 026	10 099 724	1 193 353	11 293 077	10 062 972

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	69	857 940	673 082		673 082	666 762
	Autres frais	70	44 570	36 243		36 243	36 318
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	71		51 000		51 000	71 000
	Autres	72					
		73	902 510	760 325		760 325	774 080
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	8 211 686	8 379 372 (	8 379 372)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 328 922	4 279 470
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 441 026	
Autres infrastructures	11	5 150 628	1 856 486
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	909 333	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	408 771	147 123
Ameublement et équipement de bureau	18	427 419	
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	11 666 099	6 283 079

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	9 920 576	6 135 956
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 745 523	147 123
	34	11 666 099	6 283 079

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	32 971 039		2 573 369	30 397 670
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	32 971 039		2 573 369	30 397 670
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 471 661		79 531	1 392 130
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 471 661		79 531	1 392 130
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 471 661		79 531	1 392 130
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 471 661		79 531	1 392 130
	19	34 442 700		2 652 900	31 789 800
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	34 442 700		2 652 900	31 789 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	31 789 800
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 392 130
-----------	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	12	
---	----	--

▪	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	30 397 670
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	15	
	16	30 397 670

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	347 450
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	3 899 351
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	34 644 471
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	49 932 000
---	----	------------

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
---	----	--

	23	49 932 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	84 576 471
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	6 539 074	6 235 668	5 581 372
Sécurité publique				
Police	4	9 463 944	9 260 750	8 270 652
Sécurité incendie	5	5 103 770	5 103 552	4 557 914
Sécurité civile	6	202 799	202 790	181 109
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	236 599	236 589	211 294
Transport collectif	9	8 551 349	8 449 590	7 546 216
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 013 994	1 149 144	1 026 285
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	33 800	33 798	30 185
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	341 698	343 314	336 345
Autres	17	101 399	67 597	60 370
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	771 299	805 092	765 261
Promotion et développement économique	20	737 475	1 175 095	1 061 847
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	547 878	545 697	490 088
Activités culturelles	23	1 284 392	1 318 136	1 177 210
Réseau d'électricité				
	24			
	25	34 929 470	34 926 812	31 296 148

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	11 666 099	6 256 379
Frais de financement	4		26 700
Autres	5		
	6	11 666 099	6 283 079

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	35,00	35,00	63 982,00	3 567 177	954 724	4 521 901
Professionnels	2						
Cols blancs	3	60,00	35,00	109 697,00	2 930 668	784 368	3 715 036
Cols bleus	4	58,00	37,50	125 690,00	3 488 630	933 701	4 422 331
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	153,00		299 369,00	9 986 475	2 672 793	12 659 268
Élus	9	9,00			404 622	155 904	560 526
	10	162,00			10 391 097	2 828 697	13 219 794

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	20 434	717 779			738 213
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		10 299			10 299
Autres	16	1 156 835	66 051	1 858 657		3 081 543
	17	1 177 269	794 129	1 858 657		3 830 055

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	101 190	120 719
	4	101 190	120 719
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	639 934	634 340
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	639 934	634 340
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	8 684	8 603
	26	8 684	8 603
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	7 000	6 934
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	7 000	6 934
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	3 517	3 484
Autres	38		
	39	3 517	3 484
Réseau d'électricité			
	40		
	41	760 325	774 080

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Gibson	Maire	65 724	17 546	25 313	
John Morson	Conseiller	22 362	11 181		
Luciano Piciacchia	Conseiller	22 362	11 181		
Stephen Bouchard	Conseiller	22 362	11 181		
Domenico Zito	Conseiller	22 362	11 181		
Michael Brown	Conseiller	22 362	11 181		
Paul Dufort	Conseiller	22 362	11 181		
Karen Cliffe	Conseiller	22 362	11 181		
Anastasia Kokinasidis	Conseiller	22 362	11 181		
Sam Rother	Conseiller	12 282			
André Allard	Conseiller	31 100			

Note

Salaire du Maire : Ville de Kirkland 65 724 \$, AGGLO 15 921 \$, CMM 9 392 \$

Sam Rother & André Allard ont reçu en janvier 2022 une allocation de départ

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> 3 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input type="checkbox"/> 6 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ \$
Ligne 19 : Crédeurs et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 1 671 059 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 75 _____
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____ 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____ 4
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 _____ 1 224
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 _____ 533
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____ 2
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-01

Nom du signataire : Nadine Bassila

Fonction du signataire : Trésorière & DGA

Date de transmission au Ministère : 2023-05-02

Date et heure de la dernière modification : 2023-04-28 10:53

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	65 615 000	138 915 140	66 447 338
Investissement	2		2 598 883	
	3	65 615 000	141 514 023	66 447 338
Charges	4	72 782 686	96 001 385	64 090 820
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(7 167 686)	45 512 638	2 356 518
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 2 598 883)	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(7 167 686)	42 913 755	2 356 518
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	8 211 686	8 379 372	8 211 686
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 544 000)	(2 573 369)	(2 675 342)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 9 131 262)	(3 847 125)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 500 000	1 485 000	32 000
Autres éléments de conciliation	13		25 596 937	18 092
	14	7 167 686	23 756 678	1 739 311
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		66 670 433	4 095 829

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	13 461 245	19 273 617
Débiteurs	2	10 169 405	7 384 203
Placements de portefeuille	3	70 254 781	200 982
Autres	4		
	5	93 885 431	26 858 802
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	31 710 285	34 361 501
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	2 551 000	2 473 000
Autres	9	9 696 399	7 847 195
	10	43 957 684	44 681 696
Actifs financiers nets (dette nette)	11	49 927 747	(17 822 894)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	101 190 088	97 903 361
Autres	13	369 592	25 894 322
	14	101 559 680	123 797 683
Excédent (déficit) accumulé	15	151 487 427	105 974 789

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	6 394 057	9 825 795
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ REM - Travaux de drainage	17	4 750 000	4 750 000
▪ Quote-part agglomération	18	500 000	2 000 000
▪ Rachat de terrain	19	9 030 000	
▪ Infras-municipales	20	61 000 000	
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	75 280 000	6 750 000
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	72 171	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(1 306 000)	(1 321 000)
Financement des investissements en cours	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	71 047 199	90 719 994
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	151 487 427	105 974 789

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	30 397 670
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	84 576 471

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	30 397 670	32 971 039
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 392 130	1 471 661
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	31 789 800	34 442 700

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	59 862 700	59 736 224	57 471 136
Compensations tenant lieu de taxes	13	294 580	288 889	293 632
Quotes-parts	14			
Transferts	15	944 160	1 231 172	1 209 781
Services rendus	16	898 450	884 454	1 038 823
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 295 110	6 610 408	4 715 594
Autres	18	320 000	70 163 993	1 718 372
	19	65 615 000	138 915 140	66 447 338
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		2 598 883	
Autres	23			
	24		2 598 883	
	25	65 615 000	141 514 023	66 447 338

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	12 501 888	12 380 654	203 595	12 584 249	11 717 791
Sécurité publique						
Police	2	9 463 944	9 260 740		9 260 740	8 270 652
Sécurité incendie	3	5 103 770	5 103 546		5 103 546	4 557 914
Autres	4	534 619	571 244	19 652	590 896	512 664
Transport						
Réseau routier	5	6 037 650	6 469 984	5 365 869	11 835 853	10 668 302
Transport collectif	6	8 551 350	8 449 580		8 449 580	7 546 216
Autres	7	15 000	57 227	238 609	295 836	236 736
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	5 323 697	2 090 269	1 067 594	3 157 863	3 211 767
Matières résiduelles	9	2 416 373	2 807 333		2 807 333	2 430 857
Autres	10	894 840	904 845	290 700	1 195 545	1 173 320
Santé et bien-être	11	443 098	410 911		410 911	403 123
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	505 730	667 988		667 988	706 246
Promotion et développement économique	13	758 205	1 175 093		1 175 093	1 052 919
Autres	14	771 300	26 412 550		26 412 550	765 261
Loisirs et culture	15	10 347 026	10 099 724	1 193 353	11 293 077	10 062 972
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	902 510	760 325		760 325	774 080
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	64 571 000	87 622 013	8 379 372	96 001 385	64 090 820
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	8 211 686	8 379 372 (	8 379 372)		
	21	72 782 686	96 001 385		96 001 385	64 090 820

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 598 883	
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	11 666 099)(	6 283 079)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	64 046)(	64 046)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		2 500 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	9 131 262	3 847 125
Excédent accumulé	6		
	7	(2 598 883)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S18